



**HAL**  
open science

# ANALYSE SEMESTRIELLE DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE - 2020-1

Julien Vercueil

► **To cite this version:**

Julien Vercueil. ANALYSE SEMESTRIELLE DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE - 2020-1. 2020. hal-04057833

**HAL Id: hal-04057833**

**<https://hal.science/hal-04057833>**

Submitted on 4 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

**L'Observatoire**

CENTRE D'ANALYSE  
DE LA CCI FRANCE RUSSIE



**CCI FRANCE RUSSIE**

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE



# ANALYSE SEMESTRIELLE DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

1<sup>ER</sup> JANVIER – 30 JUIN 2020



## L'OBSERVATOIRE

Créé en mars 2012 à l'initiative du Conseil économique de la CCI France-Russie, l'Observatoire a pour vocation de produire une expertise approfondie sur la Russie, ainsi que de promouvoir une meilleure connaissance des réalités françaises auprès des élites politiques et économiques russes. Il publie des notes thématiques et un rapport annuel sur la Russie. Il organise également des manifestations (colloques, séminaires, conférences de presse) à Paris, à Moscou et en régions. L'Observatoire s'est doté d'un conseil scientifique réunissant une quinzaine d'universitaires et experts de renom (Alain Blum, Pascal Boniface, Isabelle Facon, Pierre Kopp, Jean Radvanyi, Marie-Pierre Rey, Georges Sokoloff, Julien Vercueil, Evgueni Gavrilenkov, Natalia Lapina, Fiodor Loukianov, Sergueï Karaganov, Rouslan Poukhov, Konstantin Simonov, Tatiana Stanovaya) qui participent activement à ses travaux.

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| Introduction.....  | 4  |
| 1. Du détachement au déconfinement : l'épidémie et sa gestion.....                                 | 4  |
| 2. La trajectoire économique : touchée en plein vol ?.....   | 6  |
| 3. Comment stopper une économie : le confinement et ses conséquences.....                          | 8  |
| 4. Les mesures anti-crise.....   | 10 |
| 5. Conclusion : l'impact potentiel de la crise sanitaire<br>sur les relations internationales..... | 11 |
| Références.....  | 12 |

# L'ÉCONOMIE RUSSE FACE À LA COVID-19

## INTRODUCTION

La Russie a été frappée par la pandémie avec un léger retard sur l'Europe occidentale. Comme dans beaucoup d'autres pays, les autorités ont d'abord minimisé l'ampleur de la crise sanitaire, avant de prendre des mesures de plus en plus énergiques contre la propagation du virus, dont certaines ont eu pour effet de paralyser l'activité économique nationale.

Pour ces raisons, et du fait du caractère politiquement sensible de la gestion par les autorités de cette épidémie, il est nécessaire de revenir en premier lieu sur la forme qu'a prise le développement de la situation sanitaire en Russie, telles que les données officielles sur le nombre de cas et de décès le relatent : le profil épidémique de la Russie n'est pas – et ne sera pas à l'avenir – sans conséquence sur sa trajectoire économique. C'est donc dans un deuxième temps que nous analyserons les évolutions économiques du premier semestre 2020 en Russie, ainsi que les mesures prises pour limiter l'impact économique de la pandémie et relancer l'activité post-confinement.

## 1. DU DÉTACHEMENT AU DÉCONFINEMENT : L'ÉPIDÉMIE ET SA GESTION

Du 31 janvier 2020, date de l'identification des deux premiers cas en Sibérie, à l'allocution présidentielle du 25 mars qui repoussait le référendum constitutionnel et annonçait le début d'une « mise en congés payés », d'abord pour une durée d'une semaine, puis pour un mois supplémentaire, le revirement des autorités concernant la politique sanitaire a été spectaculaire.

Aucun confinement n'a été décidé à l'échelle fédérale, le président ayant choisi initialement d'adopter une attitude de détachement, laissant les gouverneurs de régions décider des mesures sanitaires les plus adaptées à la situation locale, à l'image du maire de Moscou, Sergueï Sobianine, qui a opté avec succès pour une méthode alliant mobilisation des services sanitaires et confinement systématique. À l'échelle fédérale, c'est une « période de non-travail » qui a été décrétée – avec maintien des salaires à la charge des employeurs, sans compensation par l'État – à partir du 30 mars, en même temps que la fermeture des frontières extérieures de la Russie<sup>1</sup> – sauf pour le transport routier de marchandises. Initialement prévue pour durer une semaine, la mesure a été prorogée pour un mois supplémentaire.

1. La frontière avait été fermée avec la Chine le 30 janvier.

Elle a pris fin le 11 mai, sur ordre de Vladimir Poutine, donnant le signal d'un déconfinement gradué et différencié sur tout le territoire.

À l'instar d'autres pays frappés par une pandémie que certains avaient trop vite cru réservée à la Chine, les premières questions soulevées dans la presse et la population par la gestion de la crise sanitaire en Russie ont concerné le nombre de masques, la disponibilité des tests, la quantité de lits et de places en réanimation dans les hôpitaux, le nombre et la fiabilité des respirateurs, le degré de protection des soignants, etc. Une interrogation persistante jusqu'à aujourd'hui porte sur la méthode et de la fiabilité du décompte des cas et surtout de la mortalité liée à la covid-19. Les tests ont été massifiés relativement tôt (plus de six millions de tests réalisés à la mi-mai) et le nombre de cas positifs s'est envolé très vite, jusqu'à placer en juin la Russie en deuxième position des pays les plus infectés par le SARS-CoV-2.

Au regard de ces chiffres, la mesure de la mortalité peut sembler dérisoire à première vue. Il faut certes tenir compte de la pyramide des âges particulière de la Russie, dont la population d'hommes âgés de plus de 60 ans – la plus vulnérable au virus – est peu nombreuse en comparaison internationale. Mais la démographie ne peut à elle seule expliquer l'écart de mortalité avec d'autres pays développés : en France, où la population des hommes de plus de 65 ans, qui représentent 55 % des décès dans les hôpitaux, est de 6 millions d'individus, contre 6,4 millions en Russie, le nombre de morts est pourtant près de trois fois plus élevé qu'en Russie – et le nombre de cas testés positifs, inférieur<sup>2</sup>. Plus étonnant encore, en Allemagne, où la surmortalité globale mesurée sur la période allant de début mars à début mai est de 4 %, on comptait 7 800 mors du SARS-CoV-2, contre 7 000 en Russie de début avril à fin mai, alors que la surmortalité globale y atteignait 30 % pour cette période – soit 7 fois plus qu'en Allemagne –, pour une population plus nombreuse<sup>3</sup>. Si, sur la base de ces constats, on estime que la mortalité attribuable au SARS-Cov-2 est sous-estimée d'un facteur 2 à 5 en Russie, on peut situer le nombre de décès réels au 8 juillet dans une fourchette entre 22 000 et 55 000, à comparer aux 10 650 officiellement comptabilisés.

Le profil temporel de l'épidémie en Russie présente aussi certaines particularités qu'il faut rappeler : contrairement à ce que l'on a constaté en Asie développée et en Europe occidentale, le pic épidémique, qui a été atteint dans la première moitié du mois de mai, n'a pas été suivi d'une décrue rapide du nombre de cas et de décès. On observe plutôt un plateau incliné, qui montre une certaine résistance de l'épidémie sur l'ensemble du territoire russe, avec un nombre de nouveau cas quotidiens supérieur à 6 000 début juillet, pour un nombre de décès quotidiens oscillant entre 100 et 200 depuis un mois.

---

2. Les tenants du discours gouvernemental répondent qu'il existe des facteurs socio-culturels qui permettraient d'expliquer la résistance particulière de la population russe à la pandémie [en ligne] : <https://www.tellerreport.com/news/2020-05-09-in-russia--an-epidemic-%22under-control%22-or-underestimated--.H17Rqe6X98.html>

3. « Низкая смертность среди заразившихся COVID-19 в России смутила представителя ВОЗ », Interfax, 10 июня 2020 [en ligne] : <https://www.interfax.ru/russia/712702> ; Institut de politique économique, 2020.

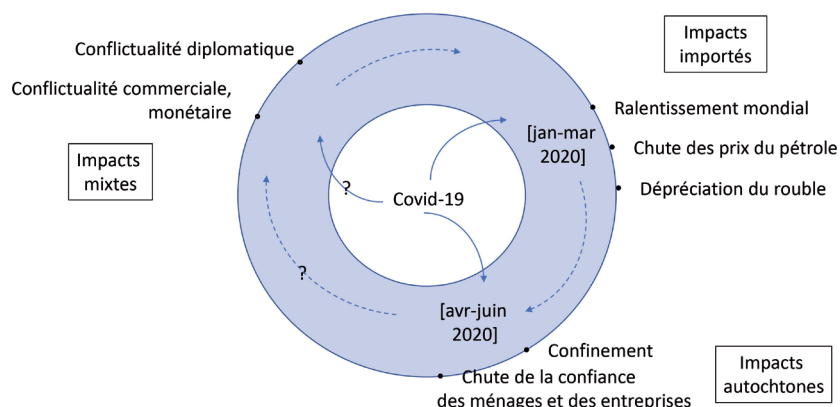
## 2. LA TRAJECTOIRE ÉCONOMIQUE : TOUCHÉE EN PLEIN VOL ?

Le premier trimestre 2020 s'est caractérisé par une croissance estimée à 1,6 % en rythme annuel ce qui apparaît rétrospectivement comme relativement élevé en comparaisons internationales. Outre les mesures fédérales et locales de confinement qu'elle a provoquées, la pandémie a eu des effets que l'on peut qualifier d'importés, en ce sens qu'elle a touché l'économie russe par le biais de ses échanges extérieurs. Ces effets ont été les premiers à se faire sentir en Russie : les mesures strictes de confinement prises en Chine, puis en Europe occidentale, les restrictions puis les fermetures des frontières et surtout la chute des prix des matières premières exportées par la Russie ont pesé sur ses recettes en devises et sur le taux de change du rouble.

La figure 1 résume les canaux de transmission de la situation sanitaire à la situation économique et la temporalité de cette transmission, tout en projetant d'autres effets possibles à l'avenir, qualifiés de « mixtes » car ils peuvent se manifester suite à des mesures prises par des partenaires commerciaux de la Russie, soit par la Russie elle-même. Le ralentissement économique mondial est sensible à partir du mois de mars, mais ses effets ne se propagent à l'activité intérieure qu'à partir d'avril, au moment où l'épidémie force les exécutifs locaux et fédéral à mettre en place les mesures de confinement. Le choc du confinement, qui se prolonge jusqu'à la fin mai, touche donc l'économie russe « en plein vol » (fig. 1).

<http://www.inalco.org>  
**inalco**  
Institut national  
des études  
économiques  
et financières  
internationales

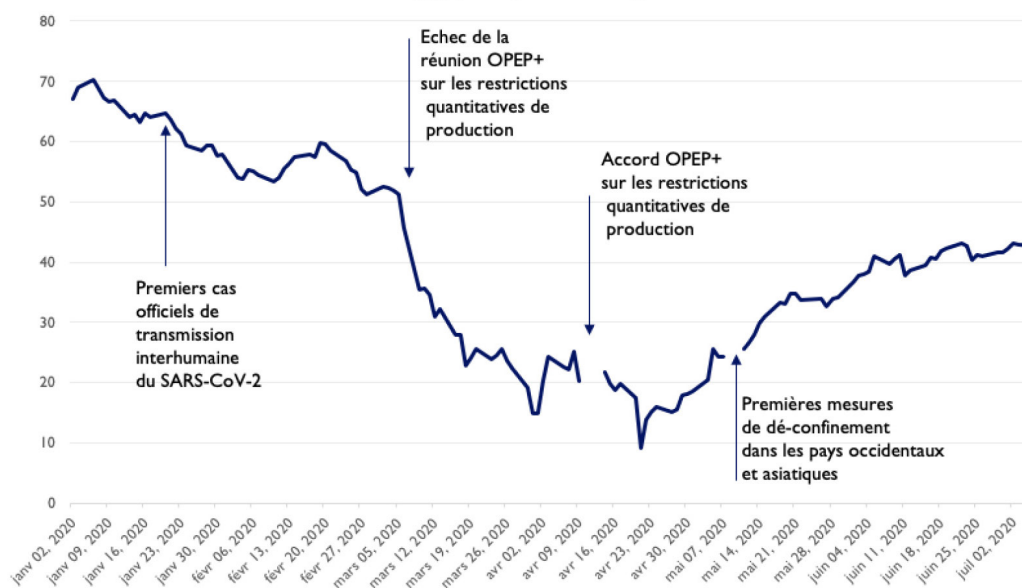
Figure 1. Impacts constatés et potentiels de la covid-19



Source : élaboration de l'auteur.

Auparavant, les premiers signes du ralentissement mondial s'étaient déjà faits sentir sur les prix du pétrole et d'autres matières premières. La Chine, leader mondial dans la consommation de produits de base, a brusquement réduit sa demande dès le début de l'année. L'aluminium, le bois de coupe, l'électricité, le gaz naturel – en raison d'un hiver particulièrement doux –, le charbon et le coke ont compté parmi les produits les plus touchés par la baisse de la demande mondiale et ce, dès le premier trimestre 2020. Le prix du pétrole a d'abord lentement décliné, puis s'est brusquement effondré début mars, suite à l'échec de la réunion OPEP+ qui devait aboutir à une réduction concertée des productions de deux des principaux acteurs mondiaux du secteur que sont l'Arabie Saoudite et la Russie. Le prix du baril a alors touché ses plus bas historiques, devenant même temporairement négatif pour certaines qualités du fait des stocks excessifs et de l'absence de perspective de reprise à court terme de la demande mondiale. Il ne s'est redressé qu'à partir de la conclusion d'un accord de réduction de production et des premières mesures de déconfinement (graphique 1).

**Graphique I. Prix Spot du baril de Brent (\$, jan-juil 2020)**



Source : élaboration de l'auteur à partir de données Thomson Reuters, EIA, Banque Mondiale.

Comme toujours en cas de décrochage brutal des prix du pétrole, les regards se sont tournés vers le taux de change du rouble, vulnérabilisé par les sorties de capitaux et la baisse des recettes en devises tirées des exportations. Si le taux



de change a bien connu une dépréciation sensible, il ne s'est pas effondré pour autant, décrochant de 11 % par rapport à son niveau de janvier. C'est l'un des enseignements majeurs de cette crise, la quatrième qui touche l'économie russe depuis 1994 : la politique monétaire menée depuis 2015, dont l'objectif stratégique est de découpler le taux de change du rouble des prix du pétrole, commence à porter ses fruits. Plusieurs raisons peuvent être avancées à ce découplage :

- Premièrement, le taux de change préexistant n'était pas surévalué, contrairement aux épisodes de 2008 et, dans une moindre mesure, de 2014. La « correction » par les marchés ne pouvait donc pas être de même ampleur.
- Deuxièmement, la Banque centrale, en mobilisant les réserves de change du ministère des Finances, a limité la décrie en contrebalançant les ventes de roubles sur le marché du change à hauteur de 13,2 milliards de dollars au titre de la règle budgétaire, auxquels s'ajoutent 4,3 milliards provenant du rachat par le gouvernement de la majorité du capital de *Sberbank* auprès de la Banque centrale de Russie (Banque mondiale, 2020).
- Troisièmement, le taux d'inflation était redescendu depuis plusieurs mois à des niveaux modérés, contribuant à stabiliser les anticipations des agents et à éloigner le spectre d'une spirale dévaluation-inflation du type de celle de 2015 (voir plus loin). C'est sans doute ce dernier point qui peut être considéré comme le plus encourageant pour l'équipe d'Elvira Nabioullina, même si une part de cette désinflation structurelle ne peut pas lui être attribuée puisqu'elle provient de l'atonie de l'activité économique intérieure.

### **3. COMMENT STOPPER UNE ÉCONOMIE : LE CONFINEMENT ET SES CONSÉQUENCES**

Comme partout ailleurs, le confinement survenu en Russie à la fin du mois de mars a eu pour conséquence immédiate de stopper net la production des industries et services non essentiels. En conséquence, l'activité a chuté à partir du mois d'avril, pour présenter les premiers signes d'un rétablissement au mois de juin – trop tardifs pour être analysés par la présente note. La production industrielle a accusé une baisse de 6,6 % en avril, puis 9,1 % en mai, l'industrie extractive constituant le contributeur majeur à cette chute (13,4 % en glissement annuel). En revanche, l'industrie manufacturière et l'activité de production de biens d'équipement semblent avoir mieux résisté. Portée par une hausse des emblavures et de bonnes conditions météorologiques de printemps, la production agricole n'a pas connu de chute significative et devrait même se rapprocher, pour l'ensemble de l'année, des performances enregistrées en 2017, année record pour les céréales (Bank of Russia, 2020).

Dans le secteur des services en revanche, l'effet du confinement a été particulièrement sévère. Si le secteur des transports de biens semble relativement épargné (-7 % en moyenne en avril et mai), le transport de personnes est sinistré (-68 % en moyenne), de même que le commerce de détail (-21 %) et les services commerciaux aux ménages (-38 %). L'effet de la chute d'activité sur le chômage est immédiat : 1,1 million de personnes ont perdu leur emploi entre avril et mai, portant le taux de chômage à 6,1 % de la population active, ce qui reste modéré en comparaison internationale. À cela il faut ajouter l'arrêt de l'activité des auto-entrepreneurs et le gel de la plupart des activités informelles (qui contribuent à environ un quart de la valeur ajoutée nationale), notamment celles qui sont liées au transport, à la construction et aux services à la personne. Selon les estimations de la Banque centrale de Russie, les revenus réels auraient perdu plus de 10 % durant les deux mois de confinement, malgré les mesures de soutien aux ménages annoncées par le gouvernement.

Dans un tel contexte, le niveau de confiance des acteurs dans la situation économique doit être suivi avec attention, car sa dégradation peut entraîner des effets de second tour qui relaient la récession et peuvent la transformer en dépression. Dans ce domaine, les enquêtes pointent une forme de normalité de la Russie dans l'anormalité du moment.

Un premier indice est donné par les tensions inflationnistes. En théorie, la chute du cours du rouble et les mesures restrictives aux importations de certains produits auraient pu exercer une pression inflationniste, relayée par la pénurie de certains biens de première nécessité liée aux comportements de « stockage hystérique »<sup>4</sup> que l'on a observés en Russie comme dans à peu près tous les pays touchés par la pandémie. Si l'on observe une très légère accélération de la hausse des prix au printemps, celle-ci semble ne pas devoir s'installer. L'atonie de la demande intérieure, conjuguée à l'ancrage de plus en plus solide des anticipations sur des niveaux modérés d'inflation, explique cette situation. C'est la raison pour laquelle la Banque centrale a prolongé le mouvement de baisse des taux entamé il y a plusieurs mois : en juin, le principal taux d'intervention a été abaissé en deux fois de 6 % à 4,5 %, un niveau historiquement bas que l'on peut interpréter comme le signal du retour progressif de la confiance des ménages russes dans leur monnaie, après les difficiles années 2014 et 2015. Le niveau d'inflation attendu pour l'ensemble de l'année 2020 reste situé autour de 3 %.

Les autres indicateurs de confiance émanent des enquêtes périodiques sur le moral des ménages et des entreprises. D'après la cinquième vague d'enquête de l'institut de politique économique Egor Gaidar, réalisée auprès d'un échantillon de 2 100 personnes entre le 18 et le 21 juin 2020, 62 % des personnes interrogées notent une dégradation de leur situation matérielle depuis janvier 2020. 87 % d'entre elles jugent que l'impact négatif de la pandémie sur l'économie est modéré, voire significatif. Ils sont 14 % de moins (soit tout de même près des trois quarts) à avoir la même appréciation de l'impact sur leur propre situation socio-économique, un écart conforme à ce que l'on observe généralement dans ce type d'enquête.

---

4. C'est le terme employé en son temps par Janos Kornai dans le contexte de l'économie soviétique.

## 4. LES MESURES ANTI-CRISE

Après quelques hésitations et une fois constatée la montée des attentes de la population vis-à-vis du gouvernement en matière de politique sanitaire, les autorités russes ont placé les mesures anti-crise en haut de leur agenda. Les mesures peuvent être réparties en deux catégories : les programmes budgétaires, qui ont une implication fiscale (reports d'impôts et de charges, achats gouvernementaux et subventions, aides sociales) et les programmes financiers (prêts, garanties, soutiens en capital), qui consistent en des engagements de nature financière pour la Banque centrale ou le gouvernement vis-à-vis des tiers mais n'impliquent pas systématiquement des décaissements. La répartition de ces programmes par types de bénéficiaires et domaines d'action est reproduite dans le tableau 1 ci-dessous.

**Tableau 1. Répartition des mesures de soutien à l'économie et aux ménages**

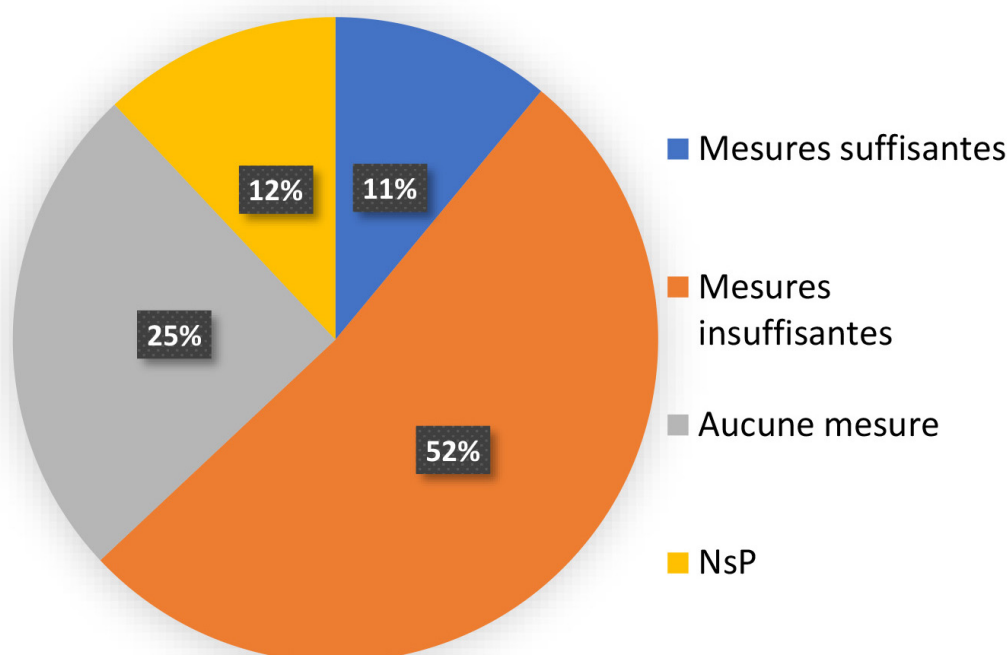
|  | Mds de R      | % du PIB   |
|--|---------------|------------|
| Santé publique et lutte contre l'épidémie                          | 246,8         | 0,3        |
| Soutien aux revenus des ménages                                    | 665,9         | 0,7        |
| Soutien à l'économie : entreprises, PME, entreprises individuelles | 2590,0        | 2,7        |
| Régions  | 373,0         | 0,4        |
| <b>Total</b>   | <b>3876,0</b> | <b>4,0</b> |

Source : Banque Mondiale, 2020.

Avec 4 % du PIB, le montant des programmes n'égale pas ceux des pays développés occidentaux, mais se situe dans la moyenne des pays de même niveau de revenu par tête. Les principales mesures concernent le soutien à l'économie (exemptions fiscales, subventions, recapitalisations, prêts à taux préférentiel aux entreprises), avec un effort particulier envers les PME (25 % du total). Dans le domaine financier, face à la dégradation inévitable des bilans des banques commerciales, les principales mesures ont consisté à assouplir les conditions de crédit et faciliter la restructuration des prêts aux industries les plus touchées, suspendre les mesures envisagées pour poursuivre l'assainissement du secteur bancaire engagé en 2015, et apporter un soutien financier (sous forme d'apports en liquidités et de garanties notamment) aux acteurs des marchés financiers pour éviter les ruptures en chaîne des opérations dans le secteur.

Il faut noter que l'annonce des mesures anti-crise n'a pas suffi à apaiser les craintes des acteurs économiques en Russie. Le niveau de confiance reste exceptionnellement bas, comme dans beaucoup de pays du monde, et les enquêtes montrent une forme de défiance de la part des ménages vis-à-vis du gouvernement. L'enquête déjà citée de l'institut Gaidar montre ainsi que plus de 75 % des personnes interrogées sont sceptiques sur l'efficacité des mesures anti-crise : la moitié trouvent qu'elles sont insuffisantes, et un quart d'entre elles considèrent qu'elles sont inexistantes (graphique 2).

## Graphique 2. Appréciation des mesures gouvernementales de soutien aux revenus de la population



Source : données Institut Gaidar (Institut de politique économique, 2020).

## 5. CONCLUSION : L'IMPACT POTENTIEL DE LA CRISE SANITAIRE SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

Si l'on se réfère à la présentation proposée dans la figure 1 des conséquences de la Covid-19 sur l'économie russe, on doit constater que les impacts « importés » et « autochtones » se sont conjugués pour transformer ce qui s'annonçait en début d'année comme une trajectoire de croissance modérée en une crise profonde. Sans reprise forte de la pandémie, la récession devrait avoisiner -6 % en 2020, avec une reprise lente en 2021 et un retour à la situation d'avant crise à l'horizon 2023.

Dans le même temps, les mesures restrictives prises en matière de commerce extérieur pour protéger le marché intérieur dans des secteurs jugés essentiels, conjuguées à la chute de la valeur du rouble, ont constitué une protection pour

l'économie russe qui, en principe, représente une entorse au cadre général de fonctionnement de l'OMC. Bien sûr, cette entorse peut être justifiée sans difficulté par le contexte exceptionnel de la pandémie, en tenant compte également du fait que plus de 80 pays dans le monde ont pris des mesures similaires.

Toutefois, dans le cas russe ces mesures sont intervenues dans un contexte marqué à la fois par la volonté de Vladimir Poutine de retrouver une forme de souveraineté économique, par la persistance de sanctions internationales à l'encontre de la Russie suite au conflit en Ukraine, et par la montée plus globale des tensions diplomatiques entre les grands acteurs mondiaux. Ce contexte particulier nous amène à envisager les conséquences possibles d'un maintien ou d'un renforcement à l'avenir de l'isolationnisme économique auquel la pandémie a ponctuellement conduit. C'est l'objet de la troisième vague, appelée « mixte », pour l'instant hypothétique, d'impacts de la crise sanitaire représentée dans la figure 1. Si l'on imagine un scénario dans lequel les restrictions au commerce extérieur se renforceraient sur la base de priorités politiques internes (substitution aux importations, réindustrialisation) ou de mesures de rétorsions commerciales mutuelles entre partenaires (sanctions et contre-sanctions), on doit reconnaître que le risque d'une dégradation rapide des relations diplomatiques entre la Russie et les pays occidentaux existe, et qu'il n'est pas négligeable. Si cette hypothèse venait à être confirmée, la grave crise dans laquelle la Covid-19 a plongé la Russie et le monde en 2020 serait loin d'être terminée et ce, quelle que soit l'évolution de la pandémie.

## RÉFÉRENCES

Bank of Russia, 2020 : *Economy – Information and analytical commentary*, N°5 (53), May 2020.

Banque Mondiale, 2020 : *Russian Economic Report*. N°43, Juillet 2020.

Institut de politique économique, 2020. *Мониторинг экономической ситуации в России. Тенденции и вызовы социально-экономического развития 2020*. Institut Gaidar, N°19 (121), Июль (Juillet).

**Par Julien Vercueil,  
Professeur des Universités,  
Vice-président de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO),  
membre du Conseil scientifique de l'Observatoire franco-russe.  
Manuscrit clos le 10 juillet 2020.**